

135 BPM LE CAMPUS DU SPORT

Association Loi 1901

Siège social : 7 rue de l'île Mystérieuse
80440 BOVES

SIREN : 923 565 519

APE : 85.59A

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

RELATIF A L'EXERCICE DE 7 MOIS, CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



**S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

15, Avenue Paul Claudel - 80480 DURY
Tél. 03 22 53 45 00 - Télécopie 03 22 95 69 43
E-mail : vdb@vdbassociates.fr
web : vdbassociates.fr
Capital social de 250.000 €
R.C.S. Amiens B 581 720 729
N° TVA : FR 85581720729

Aux Adhérents de l'Association 135 BPM LE CAMPUS DU SPORT,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 21 mai 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association 135 BPM LE CAMPUS DU SPORT relatifs à l'exercice de 7 mois clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV/ VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux Adhérents.

V/ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI/ RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

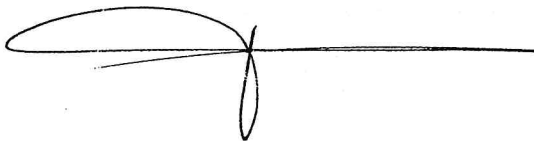
Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à DURY, le 08 septembre 2025

VDB ET ASSOCIES
COMMISSAIRE AUX COMPTES
REPRESENTE PAR :

François GARNIER

A stylized signature in black ink, consisting of a long horizontal line with a loop at the end and a small vertical stroke.

Vincent LE PAGE

A stylized signature in black ink, featuring a large, bold, and somewhat abstract shape with multiple strokes.

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Plaquette annuelle

135 BPM LE CAMPUS DU SPORT

Exercice clos le 31/12/2023

135 BPM LE CAMPUS DU SPORT

20 rue du Général Friant
DRAJES Hauts de France
80000 AMIENS

Exercice clos le 31/12/2023

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile France et membre
de la Compagnie régionale de Versailles
RCS Nanterre B 632 013 843
29 rue du Pont
92200 NEUILLY SUR SEINE

COMPTE-RENDU DE TRAVAUX D'EXPERT-COMPTABLE

135 BPM LE CAMPUS DU SPORT
Exercice du 26/05/2023 au 31/12/2023.

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de 135 BPM LE CAMPUS DU SPORT pour l'exercice du 26/05/2023 au 31/12/2023, et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des Experts-comptables.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 10 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euro
Total bilan	996 187
Résultat net comptable (Excédent)	4 586

Ces comptes étant soumis au contrôle légal du Commissaire aux comptes de l'association, nous délivrons un compte rendu de travaux au lieu d'une attestation conformément à la norme professionnelle.

Pour Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Fait à LILLE
Le 17/05/2024

Signé par
Rudy JARDOT
Rudy JARDOT 61623639636663372d3136353...
Expert-comptable

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	4 758	164	4 594
Immobilisations financières	530		530
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 288	164	5 124
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours (autres que marchandises)			
Marchandises			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Usagers et comptes rattachés			
Autres	872 771		872 771
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités (autres que caisse)	77 964		77 964
Caisse			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	950 736		950 736
REGULARISATION			
Charges constatées d'avance	40 327		40 327
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Autres comptes de régularisation			
TOTAL REGULARISATION	40 327		40 327
TOTAL GENERAL	996 350	164	996 187

Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :	
--	--

Bilan passif

	au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS	
Fonds propres	
Fonds associatifs sans droit de reprise	
Ecart de réévaluation	
Réserves	
Résultat de l'exercice	4 586
Report à nouveau	
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	4 586
Autres fonds associatifs	
Fonds associatifs avec droit de reprise	
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise	
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
Droits des propriétaires (Commodat)	
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	4 586
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
FONDS DEDIES	100 000
DETTES	
Emprunts et dettes assimilées	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	
Fournisseurs et comptes rattachés	82 802
Autres	16 125
TOTAL DETTES	98 927
Produits constatés d'avance	792 674
TOTAL GENERAL	996 187
(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	891 601
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)	
Ventes de marchandises	
Production vendue (biens et services)	
Production stockée	
Production immobilisée	
Subventions d'exploitation	260 597
Cotisations	
Autres produits	10 000
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	270 597
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)	
Achats de marchandises	
Variation des stocks (marchandises)	
Achats d'approvisionnements	
Variation des stocks (approvisionnements)	
Autres charges externes	72 939
Impôts, taxes et versements assimilés	658
Rémunérations du personnel	65 482
Charges sociales	26 769
Dotations aux amortissements	164
Subventions accordées par l'association	
Autres charges	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	166 012
RESULTAT D'EXPLOITATION	104 586
PRODUITS FINANCIERS	
CHARGES FINANCIERES	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	100 000
EXCEDENT OU DEFICIT	4 586

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : 135 BPM LE CAMPUS DU SPORT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 996 187 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 4 586 Euro. L'exercice a une durée de 7 mois, recouvrant la période du 26/05/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre.

135 BPM le campus du sport est l'association préfiguratrice d'un groupement d'intérêt public qui a pour objet l'ambition de développer le campus 135 BPM, d'organiser la collaboration des acteurs de ce projet et de concourir à la réalisation de toutes les actions nécessaires à son développement, dans le respect des statuts et de la réglementation relative aux campus des métiers et des qualifications d'excellence. Cette collaboration s'organisera avec les personnes morales de droit public et/ou privé et, le cas échéant, des personnes physiques, qui à quelque titre que ce soit, exercent et/ou favorisent des activités concourant à la réalisation de ce projet. Cette association constituée des services de l'Etat et de la Région aura pour mission de fédérer les acteurs de l'écosystème du sport et de la santé, de l'inclusion et de l'alimentation, de la gastronomie qui rejoindront l'association en tant qu'adhérents. L'association pourra développer une identité de marque propre et/ou un label dédié pour les projets collectifs du campus 135 BPM, et ce dans le respect des dispositions réglementaires nationales relatives aux campus des métiers et des qualifications.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables**Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		4 758		4 758
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		4 758		4 758
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				530
Immobilisations financières				530
ACTIF IMMOBILISE		4 758		5 288

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		4 758		4 758
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		4 758		4 758
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		164		164
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles		164		164
ACTIF IMMOBILISE		164		164

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 913 628 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	530		530
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	872 771	872 771	
Charges constatées d'avance	40 327	40 327	
Total	913 628	913 098	530
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 891 601 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 802	82 802		
Dettes fiscales et sociales	16 125	16 125		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	792 674	792 674		
Total	891 601	891 601		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	6 484
Dettes provis. pr congés à payer	4 864
Charges sociales s/congés à payer	2 413
Formation continue	329
Total	14 090

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	40 327		
Total	40 327		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	792 674		
Total	792 674		